

Cours - La France de la Belle époque (1900-1914) [CA v1.2]

Table des matières

1. Une société très inégale.....	1
1.1. Ouvriers et bourgeois poursuivent leurs progrès.....	1
1.2. Un monde rural qui reste numériquement dominant.....	2
2. La République installée.....	3
2.1. Un régime reconnu.....	3
2.2. Une vie politique dominée par le radicalisme.....	5
3. Un rayonnement culturel mondial.....	6
3.1. La France : moteur de la vie culturelle mondiale.....	6
3.2. Paris, « ville lumière » de la culture.....	6

La France de la « Belle Epoque » c'est la France insoucieuse d'avant la première guerre mondiale (1914-1918). L'expression Belle Epoque est née a posteriori en 1919, après le conflit qui a plongé la France dans une période noire et sanglante, qui lui ont coûté des efforts surhumains. Le succès de cette expression est immédiat en France (elle apparaît à la fois spontanément dans l'opinion publique, et sous la plume de journalistes évoquant la période d'avant-guerre.), car la situation d'avant-guerre apparaît comme idéale dans une France plongée dans les difficultés de reconversion de son économie, et surtout dans le difficile travail de deuil qui doit se faire.

Cette expression est donc fondée sur le regret, la **nostalgie d'une période qui se voulait brillante**.

L'industrialisation amène, en effet, un enrichissement qui marque l'ensemble de la société même si c'est à des degrés divers, la République est enfin admise comme le Régime du pays, et la vie culturelle a un rayonnement mondial.

1. Une société très inégale

1.1. Ouvriers et bourgeois poursuivent leurs progrès

- Avec la reprise économique mondiale qui débute à partir de 1895, la France entre dans une **période de prospérité**. Les nouvelles énergies (électricité, pétrole) profitent à de nouvelles industries (chimie, électrometallurgie...). Dans le secteur des transports, la France est au premier rang européen pour les industries de pointe : l'automobile (Renault, Peugeot) et l'aéronautique (première traversée de la Manche par Louis Blériot en 1909, de la Méditerranée par Roland Garros en 1912). C'est l'affirmation de grandes régions industrielles malgré les contrastes (Nord pas de Calais, Lorraine, région parisienne).

- Les innovations ne concernent pas tous les secteurs industriels. A côté des industries nouvelles, des pans entiers sont encore au stade préindustriel. La petite entreprise domine avec une très grande importance du travail à domicile. Le textile, qui emploie 40 % des ouvriers, ne progresse que lentement.
- Le monde ouvrier voit ses conditions de vie s'améliorer grâce :
 - à une augmentation des revenus : l'alimentation s'améliore, donc la santé.
 - à des lois sociales : limitation du temps de travail à 10 heures en 1904, Dimanche chômé en 1906, loi sur les retraites en 1910.
 - à des luttes sociales avec la grève au Creusot de 1899, à Saint-Ouen en 1906, à Méru en 1910, etc.
- La bourgeoisie consolide sa position. Elle se développe numériquement avec l'augmentation de la fonction publique, l'essor de l'industrie et du commerce. Elle accède aux loisirs => c'est elle qui donne l'impression de dilettante de la période.
- Les années 1900 sont l'âge d'or des rentiers grâce à la solidité du franc germinal. Il existe une épargne très importante, d'ailleurs plus tournée vers les colonies et l'étranger (les emprunts russes...) que vers les investissements nationaux.
- Les valeurs bourgeoises (travail, famille, patrie, économie, décence, etc.) s'imposent à l'ensemble de la société. Le **malthusianisme** se répand (y compris dans les campagnes, pour éviter le partage des propriétés) : on constate, en effet, un déclin démographique (natalité en baisse, résistance de la mortalité du fait de la tuberculose et de l'alcoolisme) qui se manifeste par un vieillissement de la population. Entre 1896 et 1914, on passe seulement de 38 à 39 millions d'habitants (Population en 1911 : 41,4 millions, 39,6 dans le territoire de l'époque). Sept fois entre 1891 et 1911, le nombre de décès fut supérieur à celui des naissances. Cette démographie ralentie s'explique par une avancée plus rapide dans la transition démographique. La France a la plus faible croissance démographique de tous les pays européens : Taux net de reproduction 1901-1910 : 0,96 ; Angleterre 1,23 ; Allemagne 1,48. 1 160 000 étrangers en 1911. On sent la France s'affaiblir par rapport à ses voisins, et en particulier le voisin allemand, ce qui obligera à un rallongement du service militaire pour rivaliser avec l'Allemagne. La France devient le pays du fils unique, protégé, poussé, sur lequel reposent les projets d'ascension sociale de la famille.

1.2. Un monde rural qui reste numériquement dominant

- La France reste essentiellement rurale :
 - L'agriculture reste la première activité économique par le nombre d'actifs employés mais non par le revenu.
 - encore 60 % de ruraux (44,2 % de citadins en 1911).
 - mais un repli lié à l'exode rural et durant la période, on passe sous la barre des 50% d'actifs dans l'agriculture. Population active en 1906 : 43 % d'agriculteurs (31 % d'ouvriers).

- Extrait d'un discours de Jules Ferry, en 1885 : « Les populations des campagnes sont le fond même de la société française. Elles ne constituent pas seulement un immense réservoir de labour et d'épargne. Elles sont encore un réservoir d'hommes. Et c'est en plongeant leurs racines dans ces couches profondes que la bourgeoisie, les ouvriers des villes et ceux même qui s'appelaient autrefois les classes dirigeantes se renouvellent incessamment. De là sortent nos soldats, nos instituteurs, nos commerçants, nos industriels. **C'est pour notre société une base solide, et pour la République, une assise en granit que ce suffrage universel des campagnes** ».
- La IIIe République favorise l'intégration des paysans en créant un ministère de l'Agriculture, en défendant la vie rurale, en créant le Crédit agricole et en protégeant les prix des produits par rapport à la concurrence.
- Des situations inégales :
 - 3 millions d'ouvriers agricoles.
 - 2,2 millions de propriétaires.
 - 1,4 millions de métayers et fermiers.
 - c'est le règne de la petite propriété : 61 % des propriétés sont en dessous d'un ha.
- Ouvriers agricoles analphabètes, propriétaires parcellaires vivent dans la misère alors qu'au nord de la Loire existe une agriculture capitaliste et productive.
- La **modernisation de l'agriculture**, grâce, notamment, aux engrais et à la révolution des transports (routes, chemin de fer... : plan Freycinet de 30 000 km de voies dont 20 000 d'intérêt local), ne concerne, en effet, que quelques plaines spécialisées dans des cultures commerciales (fruits, légumes du Sud-Est, blé de Beauce) ; la majeure partie des campagnes restent traditionnelles et de nombreuses régions connaissent un **exode rural** qui va en s'aggravant (Pyrénées, Alpes du Sud, Massif central).

2. La République installée

2.1. Un régime reconnu

- Après les débuts difficile de la IIIe République :
 - définitivement établie en 1875.
 - La rupture de 1879 est soulignée : c'est celle d'une victoire complète de la République. C'est l'année où après la crise du 16 mai 1877, Mac Mahon démissionne, remplacé par Jules Grévy et où une majorité républicaine s'impose au Sénat. Un large consensus républicain et patriotique s'est instauré :
- On a établi les symboles de la République : la Marseillaise devient hymne national (1879), le 14 Juillet Fête Nationale et Marianne devient la personnification de la République (présence des Marianne dans chaque

maison municipale), devise « Liberté, égalité, fraternité » sur le fronton des mairies.

- L'idéal républicain est ensuite renforcé par l'école : en 1881 et 1882, Jules Ferry instaure ses lois scolaires qui instaure l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire. Les conséquences sociales sont importantes (fin du travail des enfants, possibilité de promotion sociale par l'école...). Les conséquences culturelles sont fondamentales (renforcement de la centralisation et de la cohésion nationale par la disparition des régionalismes). Les conséquences politiques sont évidentes (enracinement de l'idéal républicain dans l'esprit des enfants : les instituteurs deviennent ainsi les « Hussards noirs de la République »).
- L'enracinement d'une nouvelle culture politique. Cette culture politique s'appuie notamment sur :
 - La place centrale de l'individu : inscription dans l'héritage du mouvement des Lumières, de la Révolution puis du positivisme. L'individu jouit des libertés fondamentales et une place importante est accordée à son éducation. La méfiance prévaut envers un pouvoir trop fort notamment envers l'exécutif. Le système parlementaire, rejette le césarisme. La laïcité est un élément de cette liberté de l'individu et la religion passe dans la sphère privée. L'affaire Dreyfus joue un rôle véritablement fondateur avec les valeurs qu'elle met en avant : droits de l'homme, laïcité de l'Etat, parlementarisme.
 - Une avancée démocratique : Après l'ancrage du suffrage universel au bulletin secret, le rôle de l'école, des lois sociales, l'impôt sur le revenu... renforcent cet aspect de la culture républicaine qui vise à la fois la solidarité (théorie de Léon Bourgeois) par une intervention correctrice de l'Etat et la promotion des classes moyennes. Les libertés fondamentales sont renforcées : lois sur la liberté de réunion et de presse (1881), loi de légalisation des syndicats (1884 par l'abolition de la Loi Le Chapelier qui date de la Révolution), loi de 1901 sur les associations.
 - Un patriotisme sans nationalisme : Volonté d'affirmer la grandeur de la France (colonisation, reprendre l'Alsace et la Lorraine) mais, chez les républicains, pas de volonté de domination agressive à l'égard de l'étranger. Affirmation de la volonté de défense nationale et rejet du nationalisme cocardier de l'armée ou de la Ligue des Patriotes par exemple. L'affaire Dreyfus marque une étape.
 - Des ralliements mais des limites au consensus : la culture républicaine parvient à rallier des socialistes et des catholiques (1892), pourtant très éloignés d'elle à l'origine. Toutefois ce consensus trouve des limites et la question sociale renforce une opposition à gauche et laisse une large place au syndicalisme et au socialisme tandis qu'à droite, monarchistes et nationalistes continuent à s'exprimer => définir libéralisme économique ; socialisme/communisme.
- La République connaît des crises qui la fragilise mais elle parvient à les dépasser :
 - La crise boulangiste : à partir de 1886, le Général Boulanger devient très populaire et rallie à lui tous les mécontents. Il est élu triomphalement député à Paris en 1889 et ses amis le pressent de prendre le pouvoir par un coup d'Etat. Au dernier moment, il s'y refuse et fuit en Belgique.
 - Le scandale de Panama (1892-1893) : la Cie du Canal de Panama verse des pots-de-vin à plusieurs députés pour qu'ils votent une loi qui la favorise.
 - une vague d'attentats anarchistes (attentat à la bombe par Vaillant à

l'Assemblée en 1893, assassinat du Pdt de la République Sadi Carnot en 1894). On prend des lois contre les anarchistes (1893-1894).

- L'affaire Dreyfus (1896-1899) : une affaire de ceux qui défendent la Raison d'Etat au détriment de la justice et des libertés individuelles ; Une affaire derrière laquelle l'antisémitisme et la xénophobie sont omniprésents. Manifestation d'un courant nationaliste exacerbé en France en réaction contre la défaite de 1870 et en parallèle avec le développement de l'esprit revancharde qui précède 1914. L'Affaire Dreyfus s'est achevée (celui-ci ne sera gracié véritablement qu'en 1906 avec l'annulation de son renvoi devant la cour de cassation) par la reconnaissance des valeurs républicaines avec la victoire du camp Dreyfusard.

2.2. Une vie politique dominée par le radicalisme

- La vie politique marquée par la constitution de partis et la domination des radicaux : l'Affaire Dreyfus amène au pouvoir les Radicaux en 1899 et donne voie au chapitre dans le débat politique à une nouvelle génération d'hommes politiques comme Raymond Poincaré, Georges Clémenceau, Aristide Briand ou Jean Jaurès (SFIO). Ce renouvellement politique débouche sur des réformes plus importantes et plus énergiques.
- Le parti Radical qui naît en 1901 de la fusion de diverses tendances républicaines, est le premier parti politique moderne. Son programme est défini en 1907 à Nancy. Il est au pouvoir durant toute la période. Avec des actions parfois musclées (répression contre les grèves de 1906), il incarne la France des « classes moyennes » indépendantes (40 % de la population active : commerçants, artisans, paysans propriétaires...).
- Les Radicaux pratiquent une politique anti-cléricale très prononcée. Le laïcisme militant devient pour longtemps un des fondements de l'identité de la Gauche. Cela se traduit par la dissolution des ordres religieux. Cette dissolution interdit de fait l'enseignement privé et met fin au rôle privilégié que jouait l'Eglise dans l'éducation (1902). En 1904, la République rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican. En 1905, c'est l'aboutissement de cette politique anticléricale avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat.
- Tout aussi polémique l'impôt sur le revenu est adopté en 1914.
- Le début du siècle est également très marqué par l'esprit de revanche sur l'Allemagne. L'école sert de propagande patriotique, la diplomatie française mène une politique d'alliances qui conduit à la formation de la Triple Entente (avec l'empire des Tsars et le Royaume-Uni), le débat politique se focalise sur la durée du service militaire, les crises diplomatiques avec l'Allemagne se multiplient (les deux crises marocaines en 1905 et 1911). L'opposition politique entre la droite et la gauche, centrée jusque là sur la question sociale, se déplace sur l'opposition entre militarisme et pacifisme.
- La gauche s'organise, mais ne perce pas :
 - Création de la SFIO en juin 1905.
 - Affirmation des visées révolutionnaires de la CGT au congrès d'Amiens en 1906 => syndicalisme révolutionnaire.
- Les monarchistes s'expriment dans l'Action Française : ils sont minoritaires mais ont une certaine influence dans les milieux intellectuels.

3. Un rayonnement culturel mondial

3.1. La France : moteur de la vie culturelle mondiale

- Une place de tout premier ordre, qui correspond à l'apogée de la puissance européenne dans le monde.
- Les contemporains se sont émerveillés devant les premiers délices de la culture de masse. Stefan Zweig, écrivain autrichien décrivant Paris comme une ville « où l'ouvrier prolétaire se sentait aussi libre et considérable que son employeur, le garçon de café serrait la main d'un général galonné comme à un collègue, de petites bourgeoises actives, sérieuses et propres ne faisaient pas la grimace en rencontrant la prostituée dans le corridor ». Zweig insiste aussi sur la gaieté de la vie à cette époque, le plaisir des kiosques, les éclats de rire...
- Modigliani, Picasso, Ravel, Debussy... : néo-impersonnisme, cubisme, musique.

3.2. Paris, « ville lumière » de la culture

- La modernité liée à l'urbanisation : Paris est une grande ville, qui s'adapte à sa forte croissance et se transforme au fur et à mesure des innovations techniques. Ex. : stations de métro dessinées par Guimard.
- L'attractivité de Paris et son rayonnement mondial, reflet d'un « âge d'or », de la prospérité de la France et de son influence dans le monde. Ex. : l'Exposition Universelle de Paris en 1900.
- Paris, un foyer culturel majeur, attirant des artistes étrangers. Ex. : Marc Chagall, peintre russe attiré par la dynamique de Paris.

Conclusion

Une Belle Epoque en demi teinte, à mi-chemin entre l'image forgée en 1918 et celle d'un pays archaïque. Il faut donc nuancer le tableau, mais on ressent un certain bonheur même si l'époque n'est visiblement pas belle pour tout le monde. Ouvriers et paysans ne connaissent guère la Belle Epoque.